



Comprendre les modes non conventionnels d'expression politique des adolescent(e)s

Claire Gavray

Les violences constituent un sujet inépuisable qui nourrit le sentiment d'insécurité. Différentes formes de délinquance sont identifiées et mesurées parmi lesquelles les actes de vandalisme, les graffitis et autres incivilités aux frontières de l'illégalité. Les enquêtes de victimisation et de délinquance autorévéelée, les statistiques officielles ou les études cliniques se révèlent principalement centrées sur les actes, plus que sur leur signification. Il existe peu de réflexions au niveau des messages et des revendications qui peuvent se cacher derrière certains de ces actes.

De son côté, la psychologie de l'adolescence indique que la mise à l'épreuve d'autrui et du monde environnant est expérimentée à l'adolescence. Ces manifestations sont d'abord nécessaires pour le développement du jeune. Ce que ce dernier cherche à travers la confrontation, c'est son droit de passage dans le monde adulte. On peut vérifier que, plus ce droit lui est refusé, plus le jeune peut consacrer des efforts inouïs pour prouver qu'il a franchi cette étape décisive vers l'âge adulte. Ce mécanisme psychosocial reste largement d'actualité alors que les repères symboliques qui donnaient aux jeunes cette assurance se sont étiolés. Dans nos sociétés, les adolescents recevraient une mission de critique de la société, seraient appelés à interroger et bousculer ses règles ordinaires et ses hiérarchies.

Alors que l'adolescent des années 60 conjugait acceptation de la culture scolaire et refus de la culture sociale, l'actuel associerait refus de la culture scolaire et dévotion à la culture sociale de consommation, le statut de consommateur pouvant désormais constituer la seule voie « légale » et morale de reconnaissance sociale. Les formes d'expression seraient devenues réfractaires à la culture académique classique au profit des blogs, des tags, du graff, du roman noir ou des mangas, du rap et de la techtonik, de la violence urbaine...

L'histoire nous apprend que depuis l'antiquité, les moyens d'expression « alternatifs », « réprouvés » qui répondent à des circonstances sociopolitiques particulières naissent d'un besoin d'expression insatisfait, chaque milieu social créant une dialectique différente. De nombreuses recherches dépeignent un sentiment d'incertitude et de désespérance sociale en hausse dans la jeunesse. Conjointement, elles interrogent dans quelle mesure certaines violences et incivilités traduisent aujourd'hui encore une volonté de protester contre les règles et codes dominants, contre le racisme ambiant, contre l'impossibilité faite à la jeunesse de faire face aux exigences et opportunités multiples et contradictoires. Une raison ordinaire largement invoquée par les jeunes pour recourir à la violence consiste en la volonté de se défendre soi, mais aussi les siens, qu'il s'agisse de sa famille, de ses amis et de sa communauté. Se faire respecter, ne pas perdre la face sont des motivations largement répandues et reconnues. Elles ne sont d'ailleurs nullement spécifiques aux jeunes violents, même si les jeunes contemporains semblent d'autant plus mal supporter la frustration qu'ils se sentent maintenus dans une situation d'attente et de subordination et qu'ils vivent en marge des institutions dont le propre est de décider qui a droit ou non. La psychologisation du lien social et le mouvement d'individualisation de nos sociétés semblent conduire bon nombre de jeunes gens à vivre leur souffrance comme un destin personnel en échec plutôt que d'appréhender les difficultés dans leurs composantes sociales. Les revendications seraient dans ce cadre désormais plus individuelles que collectives.

Apports de la théorie de la vulnérabilité et de la reconnaissance

Dans son livre intitulé *Délinquance systématisée des jeunes et vulnérabilité sociale*, Walgrave (1992) dépeint la situation de risque dans laquelle se trouve la population la plus précarisée (située en bas de la stratification sociale) lorsqu'elle est confrontée aux institutions sociales. En contrepartie de l'offre faite aux citoyens, la société exige qu'ils se conforment aux règles et, à cette fin, elle met en place un système de contrôle. Aussi, les jeunes les plus défavorisés commettent le plus de comportements problématiques et délinquants parce qu'ils n'ont pas l'opportunité de créer des liens positifs stables avec la société et qu'ils se sentent de manière répétée peu considérés, discriminés, voire exclus par ses différentes institutions (famille, école, justice, police, marché de l'emploi...). La réaction sociale envers les comportements non conformes contient à son tour des risques de stigmatisation et peut déclencher à terme un processus vers une délinquance. En amont, la théorie met en avant le fait que la définition comme le contrôle de la délinquance juvénile se produisent dans un cadre d'inégalités de pouvoir social où certains groupes de population ont intérêt à voir ces actes criminalisés. À l'inverse, les membres des groupes qui disposent du pouvoir de négociation le plus faible ont du mal à voir leurs intérêts et besoins spécifiques adéquatement rencontrés et ils font l'objet de stéréotypes importants. Même si les formes de domination symbolique et de légitimité culturelle se modifient aujourd'hui, les processus de base demeurent inchangés. Les dynamiques psychosociales sont bien au cœur de cette théorie dans la mesure où c'est le ressenti de discrimination qui amène le jeune à réagir. Ainsi, la vulnérabilité sociale n'est pas synonyme de vulnérabilité économique. L'appartenance sociale et les risques qui s'y réfèrent ne se réduisent pas à un seul indicateur. Ils sont situés au croisement d'un ensemble de dimensions complémentaires (capital économique, social et symbolique). Aussi, la question des hiérarchies et la lutte contre les inégalités ont progressivement fait place à des combats pour la reconnaissance des spécificités et des diversités qui pousseraient au passage d'une structure d'appartenances symboliques et non plus économiques.

Honneth connu pour sa théorie de la reconnaissance insiste sur les lésions qui nourrissent l'expérience et les sentiments d'injustice et de mépris. L'idée défendue est celle que ces risques sont à relier au processus de reconnaissance dont il distingue trois formes. La première est de l'ordre de l'intimité et conditionne la confiance en soi. La seconde a pour objet la valeur égale des personnes et repose sur le droit. La troisième se rapporte aux opportunités de contribution sociale, une des dimensions principales étant le travail qui permet d'accéder à l'estime de soi. En miroir, Honneth définit différentes sortes de mépris, dont la violence physique, l'exclusion juridique et l'atteinte à la dignité humaine. L'auteur définit le processus d'intégration sociale et de citoyenneté comme un processus qui n'exclut pas le conflit entre agents sociaux dans une logique de communication au sens large devant mener à une reconnaissance mutuelle. Il soutient l'idée que la thèse de la démocratie délibérative n'est pas neutre, car elle aussi favorise les citoyens ayant atteint un certain niveau d'études et qui ont développé des habiletés de discours et d'argumentation. Elle occulte largement les relations de pouvoir et réifie les institutions. Au-delà, elle rend la critique impossible et illégitime.

Apports de la théorie du genre

Les recherches rendent compte d'un intérêt et d'une implication toujours inférieurs des filles. Par ailleurs, le groupe sexué reste un facteur significatif dans l'explication de la délinquance. Les études confirment que plus les actes investigués sont rares et font appel à la violence, plus la différence entre les adolescents et adolescentes est importante. Les spécificités sexuées se déclinent en termes d'intensité de l'activité délinquante en non en termes de mécanismes psychosociaux. Les filles comme les garçons réagissent aux situations fragilisantes. La théorie du genre nous invite à penser que ces différences observées peuvent être reliées à la socialisation genrée et à l'état des rapports sociaux en évolution entre les groupes sexués. Au moment où les jeunes hommes ressentent un rétrécissement des possibles et peuvent manifester un certain ressentiment vis-à-vis de l'école et de l'organisation de la société, une part de plus en plus large de jeunes filles prend conscience des opportunités nouvelles offertes par des législations et réglementations favorables, ainsi que par la certification scolaire, passeport leur ouvrant l'accès à l'épanouissement et à la participation citoyenne.

Hypothèses et données

Finalement, le niveau d'implication dans des actions politiques non conventionnelles des jeunes défavorisés, dont les jeunes issus de l'immigration, dépendrait moins d'opinions politiques abstraites et d'une conscience des inégalités sociales que du vécu concret du jeune au sein des différentes sphères de vie. La barrière entre actions politiques non conventionnelles et conventionnelles ne serait pas étanche, mais ces dernières pouvant s'articuler l'une avec l'autre.

L'étude PIDOP (Processus Influencing Democratic Ownership and Participation) est un projet européen s'intéressant à la question de l'engagement civique et politique des jeunes entre 16 et 26 ans. Elle inclut pour la Belgique un échantillon représentatif d'étudiants de l'enseignement secondaire (1230 sujets). Des questions détaillées sont posées aux jeunes à propos des associations, activités et actions politiques et sociales auxquelles ils ont pu participer par le passé. Le questionnaire comprend également de nombreuses autres questions relatives au vécu du jeune, à ses opinions, à ses visions et projets d'avenir.

Résultats

De toutes les variables explicatives, c'est l'opinion selon laquelle ce type d'action est considérée efficace par le jeune qui explique le plus le niveau de participation non conventionnelle, mais sans qu'on sache plus sur ce que recouvre ce terme d'efficace : pour apaiser ses frustrations ? Pour son avenir ? Pour la société ? D'autres variables interviennent comme explicatives : on voit se confirmer une tendance supérieure des garçons à passer à l'acte, on ne constate pas par contre d'effet d'âge. Par contre, la tendance à s'exprimer de manière non conventionnelle croît en même temps qu'augmentent le sentiment subjectif de se sentir discriminé et celui de ne pas avoir pleinement le choix de leur avenir. Cela semble d'autant plus vrai que le jeune évolue dans un environnement perçu comme ouvert, offrant une mixité sociale et sexuée. On remarque en sus un effet du manque de « prosocialité » (prendre la défense de quelqu'un injustement accusé) dont on peut peut-être penser qu'il s'inscrit en réaction aux discriminations ressenties, comme cela peut être le cas pour le désintérêt pour la politique au sens large. Par contre, le niveau de conscience générale de discriminations collectives de la part de la société n'intervient pas dans l'explication du niveau du passage à l'acte non conventionnel. La variable rendant compte du niveau de fierté d'appartenir à un groupe spécifique de population n'est pas retenue par le modèle ; ni celle qui concerne l'importance que le jeune accorde à défendre ses opinions philosophiques et religieuses. Au bout du compte on ne trouve pas d'influence de la pensée politique formelle sur le passage à l'acte.

On voit par ailleurs que l'importance des manifestations politiques non conventionnelles est liée négativement au niveau de participation délibérative (intérêt général et discussions formelles), mais elle est liée positivement à la participation aux autres formes de manifestations politiques conventionnelles socialement valorisées. On ne peut dès lors pas séparer les expressions taxées généralement d'inciviques des autres formes concrètes d'expression politiques classiques.

Dans l'échantillon, 87 % des garçons et 92 % des filles répondent ne pas avoir participé à des actions illégales comportant un message politique (comme écrire des messages politiques sur les murs, brûler des drapeaux...). L'écart sexué se creuse au fur et à mesure que la fréquence des comportements s'accroît. On peut émettre l'hypothèse que les frustrations du non-choix sont peut-être augmentées pour certains garçons en raison des comparaisons qu'ils peuvent faire avec d'autres groupes quant aux façons de vivre et opportunités dont ils disposent. Chez les filles, on remarque d'emblée que la dynamique explicative diffère de celle qui prévaut chez les garçons, même si c'est toujours la perception de l'efficacité de l'action qui prime.

On peut y déceler une marque de la socialisation genrée. Les jeunes filles restent toujours aujourd'hui plus habituées à être soumises au contrôle familial, plus poussées à restreindre leurs ambitions, à refouler leurs frustrations et éviter de trop se comparer à autrui. Elles reçoivent à l'inverse moins d'injonctions de s'autonomiser et de gagner sa place dans un monde concurrentiel et dans la sphère publique, même si conjointement elles prennent confiance dans leurs capacités et leur légitimité à étendre leur champ d'investissement. Les traitements discriminatoires qui pourraient être ressentis au quotidien dans la sphère familiale et au sentiment d'inégalité lié plus spécifiquement au statut de fille ressortent comme des facteurs expliquant le passage à l'acte déviant pour les filles. On remarque que parmi les réponses ayant trait aux raisons de la discrimination vécue, seule la réponse « à cause de ton groupe sexué » distingue les filles des garçons : 13 % des sujets féminins contre 3 % des sujets masculins disent que d'après eux c'était dû à leur appartenance sexuée. Et ce qui concerne les lieux où se sont déroulées ces discriminations, le seul lieu qui rend compte d'une différence sexuée significative est bien la famille : 26 % des filles et 17 % des garçons l'ont incriminée. Au bout du compte, les résultats confirment, chez les filles aussi, que le type de comportement investigué est bien une expression complémentaire et non alternative ou opposée par rapport aux expressions plus classiques d'action civique.

Conclusions

La principale observation a trait à la conviction importante des jeunes concernés par les incivilités de l'efficacité de leur action pour changer les choses. Conjointement se confirme chez eux peu de conscience collective des discriminations qui concernent l'organisation de la société. Ce n'est pas cela qui les pousse vers des expressions politiques non conventionnelles. Plutôt que la défense d'idées politiques ou le niveau de confiance général dans les institutions, ce sont bien les expériences et perspectives étroites et négatives de vie concrètes qui importent.

Les résultats confortent la théorie de la vulnérabilité sociétale dans la mesure où le comportement investigué dépend de l'évaluation subjective négative des opportunités actuelles et futures, ainsi que des discriminations ressenties au contact avec les différentes institutions, dont la famille, l'école...

Les variables relatives à l'origine ethnique, culturelle et religieuse ne ressortent pas comme significatives dans le modèle. Un tel résultat interroge la primauté du modèle multiculturel : peut-on substituer à la vision d'un monde social divisé en classes sociales celle d'une mosaïque de communautés ethniques ?

Des éléments de la théorie de la reconnaissance sociale tendent aussi à être confirmés par les résultats obtenus. D'un côté se vérifie l'impact du manque de reconnaissance personnelle et non du niveau d'adhésion à des idées éthiques et politiques abstraites. De l'autre, on peut voir que les manifestations politiques non conventionnelles ne sont pas séparables des autres modes d'expression civique valorisés.

Les résultats obtenus au départ des analyses menées sur les groupes masculin et féminin nous permettent d'affiner les résultats. On peut trouver dans les résultats des traces de la perpétuation de rapports sociaux de sexe et des injonctions de socialisation adressées aux deux groupes sexués. Les garçons les plus concernés par des comportements illégaux dans l'expression civique sont ceux qui ressentent davantage les obstacles à leur autonomisation et à leur affirmation en tant que jeunes adultes. Les filles semblent moins réagir au sentiment de discrimination comme à la limitation des choix personnels associés à l'avenir. Les adolescentes qui ont le plus expérimenté une manifestation non conventionnelle ressortent par contre comme ayant pris distance par rapport à une attitude associée au féminin, celle du souci des autres.

Il semble au vu de nos résultats que la propension à délivrer des messages sur les murs et autres supports non permis ou à mener d'autres actions à la limite de la légalité ne peut pas être considérée comme simple acte de délinquance. Ces actions sont articulées à d'autres types d'expressions politiques qui sont considérées comme légitimes et à encourager. Elles s'inscrivent également dans la durée et dans une démarche d'efficacité. Au bout du compte, il reste essentiel pour les chercheurs et les décideurs de garder à l'esprit que le phénomène de discrimination comme celui de l'engagement civique et politique ne sont nullement indépendant des enjeux et fonctionnements sociaux qui sont à l'œuvre dans un contexte déterminé. Il semble dès lors illusoire de s'arrêter à vouloir jouer sur les seules variables individuelles pour concevoir des politiques de participation citoyenne efficaces par rapport aux résultats souhaités.